

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales  
Cellule Environnement SUD  
2 rue Jean Richepin - BP 60079 - 66050 Perpignan Cedex

Perpignan, le 25/06/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 25/06/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **ISOCAB FRANCE SAS**

ZI Grande Synthe -3 Rue Charles Fourier  
CS 30142  
59760 Grande-Synthe

Références : 2024 – 105 – PR/EX  
Code AIOT : 0006603330

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/06/2024 dans l'établissement ISOCAB FRANCE SAS implanté au 142 Rue Panhard et Levassor, Espace Polygone à (66000) Perpignan. L'inspection a été annoncée le 29/05/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre d'une action nationale de l'inspection des installations classées « contrôle de rejets atmosphériques (focus COV) ».

Cette action nationale vise à vérifier le contrôle des rejets atmosphériques en composés organiques volatils (COV) des installations classées par le contrôle de la canalisation et du captage des effluents, le contrôle sur site des installations de traitement des COV et la prévention des périodes d'indisponibilité de ces installations de traitement, le contrôle des valeurs limites d'émissions canalisées à travers le contrôle réglementaire et des valeurs limites d'émissions totales et/ou diffuses via le contrôle du plan de gestion des solvants.

Le canevas ministériel employé pour cette inspection porte sur les dispositions de l'arrêté du 2 février 1998, complétées selon les points par les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation. L'inspection a pour objet de vérifier la situation administrative du site et par sondage la situation de l'installation au regard de la réglementation "ICPE".

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ISOCAB FRANCE SAS
- 142 Rue Panhard et Levassor Espace Polygone 66000 Perpignan
- Code AIOT : 0006603330
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

### Historique Industriel:

La société Isocab France est spécialisée dans la fabrication de panneaux sandwich isolant. Fondée en 1973, l'entreprise fait partie du Groupe Kingspan depuis 2012. Ces panneaux sont destinés aux installations frigorifiques pour l'industrie alimentaire et le commerce de détail, y compris les usines de transformation, les restaurants, les supermarchés et les installations de stockage.

La société exploite une usine de fabrication de panneau sandwich en mousse polyisocyanurate ou laine de roche située Espace Polygone, 142, rue Panhard et Levassor à Perpignan.

L'usine s'est installée en 2001 sous le régime de la déclaration puis a fait l'objet d'une régularisation administrative en 2008 qui a abouti à l'arrêté préfectoral du 6 avril 2009.

Initialement l'activité était réalisée à l'aide d'une unique ligne de fabrication assurant aussi bien la production de panneaux en laine de roche que celle de panneaux en mousse isolante.

Une 2ème ligne de fabrication de panneaux en mousse isolante en polyisocyanurate a été mise en service en 2017.

### Historique administratif:

- Récépissé de déclaration n°3070 du 28/03/2001 concernant les installations répertoriées sous les rubriques 2261.1b, 2663.1b, 1412.2b, 1158.3, 2560.2, 2920.2b, 2910.A2
- Arrêté d'autorisation n°2009 096-03 du 06/04/2009
- Courrier préfecture du 01/04/2011 actant le bénéfice d'antériorité pour la rubrique 2663.1b
- Courrier préfecture du 06/12/2013 actant le bénéfice d'antériorité pour la rubrique 3410.h (rubrique IED). Le code et le nom du BREF déclenchant le réexamen sont respectivement « POL » et « Fabrication de polymère »
- Courrier préfecture du 24/10/2014 actant le bénéfice d'antériorité pour la rubrique 2661.1a (E)
- Preuve de dépôt n° 2016 0055 – déclaration du bénéfice des droits acquis pour les rubriques 4739-2 (D), 4331 (NC), 4731 (NC), 4725 (NC), 4719 (NC), 4802 (NC)
- Preuve de dépôt n° 2016 0110 – déclaration du bénéfice des droits acquis pour la rub 2566.1b (D)
- Arrêté préfectoral complémentaire (APC) n°2019267-0001 du 24/09/2019 modifiant l'AP n°2009 096-03 du 06/04/2009
- Arrêté préfectoral complémentaire (APC) n°2023-356-0001 du 22/12/2023 modifiant l'AP n°2009 096-03 du 06/04/2009

### **Thèmes de l'inspection :**

- ➔ action nationale « contrôle de rejets atmosphériques (focus COV) ».

Les composés organiques volatils sont des substances qui doivent faire l'objet d'une surveillance particulière dans les installations classées qui en émettent. Le but de cette action nationale est la réduction des émissions diffuses et canalisées de COV et le contrôle des valeurs limites d'émissions, notamment via le plan de gestion des solvants.

L'action nationale porte sur plusieurs points :

- le contrôle sur site des modalités de canalisation ou de captage des effluents (art. 4, 18 et 19 de l'AM du 02/02/1998 et arrêtés ministériels spécifiques) pour limiter les pollutions et réduire les émissions diffuses ;
- le contrôle sur site des installations de traitement des COV et la prévention des périodes d'indisponibilité de ces installations de traitement ;
- le contrôle des valeurs limites d'émissions canalisées à travers le contrôle réglementaire et des valeurs d'émissions totales et/ou diffuses via le contrôle du plan de gestion des solvants.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Canalisation des émissions	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I
2	Émissions diffuses	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I
3	Traitement des fumées - entretien	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 18
4	Traitement des fumées - conception	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 19
5	Traitement des fumées - matériel disponible	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 5
6	Traitement des fumées - consignes	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
7	Traitement des fumées - disponibilité documents	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60
8	Surveillance des rejets - mesure	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III
9	Surveillance des rejets - programme	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II
10	Surveillance des rejets - justification	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV
11	Respect des VLE - conformité aux rejets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21-III
12	Respect des VLE - tableau des VLE	Arrêté Préfectoral du 06/04/2009, article 3.2.4
13	Plan de gestion des solvants (PGS)	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 28-1

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

De manière générale, l'inspection a constaté que le site est bien tenu, tant sur le plan administratif que technique.

Concernant le résultat de la visite, aucun fait « avec suites administratives » n'a été relevé. Ce constat est récapitulé dans le tableau des points de contrôle.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Canalisation des émissions**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Canalisation des émissions
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés.
<b>Constats :</b>  L'inspection a vérifié process par process que tous les points d'émission sont captés et canalisés. Concernant les COV, les émissions résultent des activités de dépose des réactifs entre les 2 tôles, du relargage éventuel de réactifs emprisonnés dans les mousses au moment des phases de découpe et des opérations de nettoyage. Concrètement, lors de la mise en œuvre des réactifs, la mousse PIR est distribuée sur la tôle inférieure par une tête de dosage fixe. La distribution de la mousse ne s'effectue pas sous pression. Ceci est possible grâce à des chambres de décompression entre la tête de mélange de haute pression et la tête de dosage. La mousse PIR est un mélange de polyols, isocyanates, additifs, catalyseurs et agent gonflant. Les différents réactifs sont injectés en simultané. Les produits appliqués sont consommés. Les différentes épaisseurs de mousse sont obtenues en faisant varier la vitesse d'avancement de la ligne et les débits. Un système d'aspiration situé au niveau de la tête doseuse évacue les vapeurs de moussage vers l'installation de traitement des COV. Pour le poste de découpe, le panneau continu de mousse PIR est coupé à la longueur demandée. Cette étape provoque un relargage des composés volatils (minime) qui n'ont pas participé à la réaction de formation de la mousse. Ce poste est équipé d'une extraction d'air vers l'extérieur sans traitement. Après localisation des différents émissaires, la cohérence entre les points de rejets recensés dans l'AP d'autorisation modifié et ceux présents, est réalisé. L'article 3.2.2 « Conduits et installations raccordées » de l'AP prévoit : <ol style="list-style-type: none"><li>1 Postes de moussage des lignes 1 et 2 reliés à l'installation d'oxydation thermique avec récupération thermique régénérative (Hauteur de la cheminée 11m) ;</li><li>2 Système de filtration des poussières issues de la découpe de la laine de roche (H de cheminée 6 m) ;</li><li>3 Four de nettoyage des buses d'injection et autres pièces métalliques en contact avec la mousse PIR (H de cheminée 11m).</li></ol> A noter que le four à pyrolyse est complété par deux unités spécifiques de nettoyage (friteuses) équipés d'une aspiration par hotte. Aucune dilution n'est effectuée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 2 : Émissions diffuses**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Limitation des émissions diffuses
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés...) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Le stockage des autres produits en vrac est réalisé dans la mesure du possible dans des espaces

fermés. A défaut, des dispositions particulières tant au niveau de la conception et de la construction (implantation en fonction du vent,...) que de l'exploitation sont mises en œuvre. Lorsque les stockages se font à l'air libre, il peut être nécessaire de prévoir l'humidification du stockage ou la pulvérisation d'additifs pour limiter les envols par temps sec.

**Constats :**

Les poussières sont captées dans l'atelier au plus proche de la source émettrice.

Les 2 dépoussiéreurs internes (des scies de coupe) sont des équipements ATEX, pourvus d'évents.

L'autre dépoussiéreur situé en extérieur permet d'extraire les poussières de l'atelier de coupe de laine de roche. Actuellement, aucun compacteur capoté n'existe sur le marché avec des dimensions passant sous l'équipement. Toutefois le caisson acoustique permet de capoter le dépoussiéreur externe.

La mise en balle de la poussière de laine de roche est expérimentée afin d'éviter l'envol du résidu de poussières pouvant être présent aux alentours du compacteur, à proximité du dépoussiéreur.

Afin d'éviter l'envol des poussières et autres matières, ISOCAB a mis en place les dispositions suivantes :

- Filet entourant la zone principale de stockage des déchets
- Nettoyage hebdomadaire de la zone du compacteur des poussières de laine de roche
- Espaces verts nettoyés 2 fois par mois par une entreprise extérieure : ESAT l'Envol
- Mise en balle expérimentale des poussières de laine de roche
- Réalisation d'une haie de lauriers ceinturant le site

Sur site, l'inspection n'a observé de problème particulier.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Traitement des fumées - entretien**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 18

**Thème(s) :** Actions nationales 2024, Traitement des fumées - entretien

**Prescription contrôlée :**

Les installations de traitement sont correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

**Constats :**

L'ensemble des rejets COV est traité par un oxydateur thermique avec répartition (RTO) mis en service en mai 2018. Ce dispositif qui permet l'aspiration au niveau des ateliers de moussage, est dimensionné pour absorber le flux des deux lignes de production (ligne 1 - mousse et ligne 2) et fonctionne 24h/24.

Pour s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des rejets, le dispositif automatisé est équipé d'un système de supervision. Il est programmé afin d'atteindre la bonne température au lancement de la production (800°C). Le RTO est équipé d'une alarme lumineuse et sonore en cas, signalant un dysfonctionnement.

L'inspection a consulté le registre informatisé d'entretien et de bon fonctionnement du RTO nommé « suivi des moyens ».

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : Traitement des fumées - conception**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 19
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Traitement des fumées - conception
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les installations de traitement sont conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction. Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant si besoin les fabrications/ opérations à l'origine des effluents arrivant à l'installation de traitement concernée. Les incidents ayant entraîné l'arrêt des installations de collecte, traitement ou recyclage ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont consignés dans un registre. La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation adéquate.
<b>Constats :</b>  L'oxydateur thermique de traitement des COV bénéficie d'une maintenance préventive externalisée par une entreprise spécialisée (AMGITECH). La lecture du registre indique qu'au cours de l'année 2023, il y a eu une interruption de la machine lors de la production le jeudi 6 avril, nécessitant le remplacement d'une vanne par la maintenance d'ISOCAB. S'agissant du seul problème technique majeur intervenu ces dernières années, l'exploitant dispose d'une vanne de secours, limitant le cas échéant l'indisponibilité du RTO. L'exploitant souligne que l'air ambiant des ateliers est renouvelé régulièrement de façon naturelle (ouverture des nombreuses portes + trappes de désenfumage en position aération au besoin).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Traitement des fumées - matériel disponible**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Traitement des fumées - matériel disponible
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants, etc.
<b>Constats :</b>  De manière générale, le site est équipé de sable, de produits absorbants et de 6 kits « déversement » (localisés au moussage ligne CS-MF, au moussage ligne RW et au stockage chimie, près du local soudure). L'exploitant prévoit également la mise en œuvre de POLYMECA sur le produit ISO, évitant ainsi sa cristallisation. D'après l'exploitant, le nettoyage est ainsi plus facile. Le POLYMECA est positionné à proximité de la zone de stockage de l'ISO. Un plan des moyens absorbants présente leurs localisations. Concernant les émissions dans l'air, l'inspection a vérifié que l'exploitant dispose de matériel en quantité suffisante pour le bon fonctionnement des dépoussiéreurs. Les filtres à manches sont remplacés annuellement par une entreprise spécialisée (CORAL).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Traitement des fumées - consignes**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Consignes d'exploitation et de sécurité
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation. [...] Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin : « - les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation ; « - les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation. [...] - Les opérations et contrôles à effectuer pour les phases d'arrêt et, le cas échéant, avant la remise en service des équipements.
<b>Constats :</b>  L'inspection a vérifié la présence de consignes d'exploitation et de sécurité et en particulier concernant le système de traitement des fumées (oxydateur thermique, dépoussiéreurs, etc). La consigne d'exploitation nommée « fonctionnement et réarmement du RTO en production mousse » présentée en séance consigne les procédures en cas de dysfonctionnement. A noter qu'ISOCAB a mis en place un accueil lors de l'arrivée de nouveaux arrivants (formation aux principaux risques, consignes en cas de déversement ou d'accident, moyen d'alerte, etc.), complété par une formation au poste. Cette dernière permet de présenter les risques spécifiques de la zone de travail ou du poste. Les nouveaux arrivants repartent avec un livret d'accueil.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Traitement des fumées - disponibilité documents**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Consignes et documents
<b>Prescription contrôlée :</b>  Par ailleurs, tous les documents, enregistrements, résultats de vérifications, justificatifs et registres répertoriés dans le présent arrêté et dans l'arrêté préfectoral d'autorisation sont tenus en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b>  La surveillance est programmée par le biais du fichier informatique « Suivi des moyens » pour l'ensemble des domaines définis au chapitre 9 de l'AP d'autorisation. L'inspection a consulté par sondage les documents, enregistrements, résultats de vérifications, justificatifs et registres du fichier informatisé, sans émettre d'observation particulière.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite



**N° 8 : Surveillance des rejets - mesure**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Surveillance réglementaire des rejets
<b>Prescription contrôlée :</b>  III. Les mesures (prélèvement et analyse) des émissions dans l'air sont effectuées au moins une fois par an par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.
<b>Constats :</b>  Concernant les rejets atmosphériques, les mesures sont réalisées par des organismes agréés, selon les méthodes spécifiques usuellement utilisées. Dans le cadre du mesurage des COV spécifiques, il n'existe pas d'agrément. Ainsi, l'organisme ou le laboratoire réalisant le mesurage doit à minima disposer d'une accréditation COFRAC (ou équivalent européen) ainsi que le laboratoire effectuant l'analyse s'il s'agit d'un prélèvement manuel. La norme de référence citée dans l'avis norme est le guide FD X 43-319. La société ISOCAB a mandaté le Bureau Veritas accrédité COFRAC n°1-6253 pour les mesures de rejets atmosphériques. Les dernières mesures effectuées par Bureau Veritas le 21 Juin 2023 (mesures annuelles) ainsi qu'en décembre 2023 dans le cadre du réexamen IED, ont permis de quantifier les débits et les flux polluants correspondant à l'extraction des installations. Les résultats détaillés de ces analyses figurent dans le rapport. A noter que le réexamen IED prévoit une fréquence de mesure des rejets atmosphériques plus restreinte (semestrielle) et la programmation des mesures a été mise à jour.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 9 : Surveillance des rejets - programme**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Surveillance réglementaire des rejets
<b>Prescription contrôlée :</b>  II. Pour la mise en œuvre du programme de surveillance, les méthodes de mesure (prélèvement et analyse) utilisées permettent de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les méthodes précisées dans l'avis sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement, publié au Journal officiel, sont réputées satisfaire à cette exigence.
<b>Constats :</b>  L'inspection s'est assuré que les méthodes mises en œuvre dans le cadre du contrôle réglementaire sont celles précisées dans l'avis sur les méthodes normalisées de référence. Après consultation, le BUREAU VERITAS Exploitation Région SUD-OUEST Unité de Toulouse figure bien sur la liste du site internet LAB'AIR : <a href="https://labair.developpement-durable.gouv.fr/home">https://labair.developpement-durable.gouv.fr/home</a> agrément validé jusqu'au 31/12/2026. Le rapport de mesure des émissions atmosphérique confirme l'application des normes de mesurage associées aux COV, listées dans l'avis norme publié au Journal officiel, en particulier : COVT : norme NF EN 12619 ; CH4 : norme XP X 43-554 ; COVNM : norme XP X 43-554
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite



**N° 10 : Surveillance des rejets - justification**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Conformité des rejets
<b>Prescription contrôlée :</b>  IV. Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté un récapitulatif des résultats de mesures réalisées depuis 2010. Les mesures réalisées après la mise en place de l'oxydateur en 2018, démontrent que la concentration en COV dans les émissions canalisées de l'extraction du poste de moussage ne dépasse pas la valeur limite prescrite par l'AP d'autorisation à savoir 20 mg/Nm3 exprimée en équivalent carbone.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 11 : Respect des VLE - conformité aux rejets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21-III
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Conformité des rejets
<b>Prescription contrôlée :</b>  III. - [...] Pour les effluents gazeux, les valeurs limites s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens réalisés sur une durée qui est fonction des caractéristiques de l'appareil et du polluant et voisine d'une demi-heure. [...] Pour les émissions de composés organiques volatils des installations concernées par les 19° à 36° de l'article 30 : 1° Dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), aucune des moyennes portant sur vingt-quatre heures d'exploitation normale ne dépasse les valeurs limites d'émission et aucune des moyennes horaires n'est supérieure à 1,5 fois la valeur limite d'émission ; 2° Dans le cas de mesures périodiques, la moyenne de toutes les mesures réalisées lors d'une opération de surveillance ne dépasse pas les valeurs limites d'émission et aucune des moyennes horaires n'est supérieure à 1,5 fois la valeur limite d'émission.
<b>Constats :</b>  L'article 9.2.1. « surveillance des rejets atmosphériques » de l'AP d'autorisation, prescrit une mesure annuelle du débit rejeté et de la concentration des polluants. Les mesures doivent être effectuées sur une durée d'une demi-heure, dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation. Le rapport du bureau Véritas indique les résultats des mesures de gaz en continu correspondent à la moyenne des 3 essais de 30 minutes. La moyenne de toutes les mesures réalisées ne dépasse pas les valeurs limites d'émission et aucune des moyennes horaires n'est supérieure à 1,5 fois la valeur limite d'émission.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 12 : Respect des VLE - tableau des VLE**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/04/2009, article 3.2.4
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Conformité des rejets
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les gaz rejetés à l'atmosphère ne doivent pas contenir plus de 100 mg/Nm <sup>3</sup> de poussières.  Les rejets de COV canalisés de l'établissement sont traités par une unité d'oxydation thermique avec récupérateur d'énergie. La valeur limite d'émission en COV exprimée en carbone total est de 20 mg/m <sup>3</sup> ou 50 mg/m <sup>3</sup> si le rendement d'épuration est supérieur à 98 %. La teneur en oxygène de référence pour la vérification de la conformité aux valeurs limites d'émission est celle mesurée dans les effluents en sortie d'équipement d'oxydation. En outre, l'exploitant s'assurera du respect des valeurs limites d'émission définies ci-dessous pour les oxydes d'azote (NOx), le monoxyde de carbone (CO) et le méthane (CH4) : <ul style="list-style-type: none"><li>• NOx (en équivalent NO2) : 100 mg/m<sup>3</sup> ;</li><li>• CH4 : 50 mg/m<sup>3</sup> ;</li><li>• CO : 100 mg/m<sup>3</sup>.</li></ul>
<b>Constats :</b>  L'inspection a vérifié le respect des valeurs limites d'émission mesurées par le Bureau Véritas et reportées dans son rapport du 13/07/2023. Les gaz rejetés à l'atmosphère contiennent 0.121 mg/Nm <sup>3</sup> de poussières (VLE: 100 mg/Nm <sup>3</sup> ). Les COV canalisés de l'établissement, traités par une unité d'oxydation thermique avec récupérateur d'énergie, sont de 4.28 mg/m <sup>3</sup> exprimés en carbone total (VLE: 20 mg/m <sup>3</sup> ). Les oxydes d'azote (NOx) sont de 25.8 mg/m <sup>3</sup> en équivalent NO2 (VLE: 100 mg/m <sup>3</sup> ). Le monoxyde de carbone (CO) est de 9.62 mg/m <sup>3</sup> (VLE: 100 mg/m <sup>3</sup> ). Le méthane (CH4) est nul (VLE:50 mg/m <sup>3</sup> ). Les mesures sont conformes aux valeurs limites.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 13 : Plan de gestion des solvants (PGS)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 28-1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Plan de gestion des solvants (PGS)
<b>Prescription contrôlée :</b>  Tout exploitant d'une installation consommant plus d'une tonne de solvants par an met en place un plan de gestion de solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.  Si la consommation annuelle de solvant de l'installation est supérieure à 30 tonnes par an, l'exploitant transmet annuellement à l'inspection des installations classées le plan de gestion des solvants et l'informe de ses actions visant à réduire leur consommation.
<b>Constats :</b>  En application de l'article 9.2.2 de l'AP d'autorisation, l'exploitant a transmis le PGS de l'année 2023 établi d'après le guide INERIS. Après analyse du document, il ressort : <ul style="list-style-type: none"><li>- L'utilisation totale de composés organiques volatils I1 entrant dans le procédé de fabrication est d'environ 303 225 kg pour l'année 2023.</li><li>- Il n'y a pas de COV récupérés et recyclés sur site : I2 est nulle.</li></ul>

- O1 « rejet canalisé » : La quantité de rejets canalisés O1 est évaluée à 112 kg (émissions canalisées de COV principalement de cyclopentane/isopentane).
- O2 « Pertes de solvants organiques dans les eaux rejetées par l'installation » nul (pas d'eau dans notre processus de production).
- O3 « Quantité de solvants organiques présentes dans le produit fini sous forme d'impureté, de résidu ou d'ingrédient » nulle. Le pentane ne participe pas à la réaction de fabrication de la mousse PIR (matière non réactive). Il reste emprisonné dans les cellules de la mousse pour une durée supérieure à la durée de vie de l'isolant (supérieure à 25ans).
- O4 « émissions non captées dans l'air » Les émissions diffuses O4 sont évaluées à 418,75 kg de COV. Ne seront comptabilisés dans les émissions diffuses que les rejets dus à l'utilisation du solvant ARCOSOLV pour le nettoyage et ALCOOL BENZYLIQUE. La quantité totale du solvant utilisée est d'environ 1675,0 kg dont 1256,25 kg sont récupérés (donc non émis) dans les déchets solvantés .
- O5 « pertes de solvant par réaction chimique sur le procédé » La quantité de COV détruits ou captés O5 est de 9713,75 kg. La quantité d'additif qui réagit chimiquement est estimée par différence entre la quantité annuelle d'additif utilisée soit 10225 kg, diminuée de la quantité annuelle d'additif purgée (5%) et mise en déchet soit environ 511,25 kg.
- O6 « solvants contenus dans les déchets » La quantité totale de COV dans les déchets détruits O6 est de 1767,5 kg. Les déchets d'Arcosolv et d'Alcool Benzylique sont récupérés à 75% et envoyés en centre de traitement des déchets. La quantité récupérée est donc calculée par : 75% de 1675 kg soit 1256,25 kg. De plus, les pompes de dosage de l'additif amine sont purgées de temps en temps pour le bon fonctionnement du process. Ces purges sont mises en déchets. La quantité estimée est de 5% la quantité d'additif utilisé soit 511,25 kg.
- O7 « Solvant vendu » La quantité totale de COV (principalement de pentane) contenu dans les produits vendus O7 est estimée à 291 213 kg. La quantité de pentane emprisonnée peut être estimée par différence entre la quantité annuelle de pentane utilisée de cyclopentane/isopentane soit 291 325kg, diminué de la quantité annuelle de pentane évacuée dans les émissions canalisées soit environ 112 kg.
- O8 « Récupération de solvant en vue d'une réutilisation » nulle (absence de récupération de solvants usés)
- O9 « solvants organiques libérés d'une autre manière » nul.

La consommation de COV est calculée par la formule :  $\text{Consommation (C)} = \text{I1} - \text{O8}$   
 $\text{Consommation (C)} = 303\,225 - 0$   
 Pour l'année 2023, la consommation de COV est de 303 225 kg.

Les émissions de COV sont calculées par la formule :  $\text{Emissions totales} = \text{I1} - \text{O5} - \text{O6} - \text{O7} - \text{O8}$   
 $\text{Emissions totales} = 303\,225 - 9713,75 - 1767,5 - 291\,213 - 0$   
 Pour l'année 2023, les rejets totaux de COV (canalisés et diffus) sont d'environ 531 kg de COV.

Le flux horaire des émissions de COV est d'environ 0,17kg/h (sur 3063 h de production par an). Il est donc inférieur à la valeur limite indiquée dans l'AP d'autorisation qui précise à l'article 3.2.4.2 que le flux horaire total de COV doit être inférieur à 0,5 kg/h.

En ce qui concerne les émissions canalisées, les mesures réalisées depuis la mise en fonction de l'oxydateur montrent que la concentration en COV dans les émissions canalisées de l'extraction du poste de moussage ne dépasse plus la valeur limite prescrite par l'AP d'autorisation .

**Type de suites proposées :** Sans suite